

L'ESPRIT DE VATICAN II

Gerd-Rainer Horn*

*Gerd-Rainer Horn est professeur à Sciences Po Paris. Il est notamment l'auteur de *The Spirit of '68: Rebellion in Western Europe and North America, 1956-1976* (Oxford University Press, 2007). Il prépare chez le même éditeur *The Spirit of Vatican II. Western European Progressive Catholicism in the Long Sixties*, à paraître en août 2015.

Vatican II est probablement l'événement le plus important dans l'histoire du catholicisme au xx^e siècle. C'est le seul concile du siècle, et il a infléchi de manière considérable la direction prise par le catholicisme, peut-être autant que le concile de Trente (1545-1563). Ce que l'on a appelé l'« esprit de Vatican II » est bien sûr très étroitement lié à ce qui s'est passé au cours des trois années des sessions conciliaires. Mais il est assez vite devenu bien plus que le concile lui-même. Il a été une sorte de libre interprétation de ce que le concile avait proposé dans des termes parfois caractérisés de « pluralisme contradictoire¹ ». L'esprit de Vatican II – mais pas nécessairement le concile proprement dit – est le fruit d'un demi-siècle de développement d'un catholicisme que l'on a dit – ou qui s'est dit – de gauche, et qui n'a cessé d'évoluer².

Le catholicisme de gauche avant Vatican II

On peut s'autoriser à affirmer que le catholicisme de gauche est né au milieu des années 1920 en Belgique – dans la banlieue semi-industrielle de Laeken, au nord de Bruxelles, pour être plus précis. C'est là que le fondateur de la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC), l'abbé Joseph Cardijn, a développé son idée de mission orientée vers la jeunesse ouvrière afin de lutter contre sa sécularisation. On était a priori loin d'un mécanisme de radicalisation à gauche. La formule clé de la JOC – « Entre eux, par eux, pour eux » – semblait à première vue politiquement neutre. Mais, quelques années plus tard, dans les conditions politiques et sociales des années 1930, certaines sections de la JOC devinrent une sorte d'aile gauche du catholicisme. Cette évolution s'est confirmée et accentuée durant la Seconde Guerre mondiale, à la faveur de l'Occupation, de la collaboration et de la résistance.

1. Otto Hermann Pesch, *Das Zweite Vatikanische Konzil (1962-1965)*, Würzburg, Echter, 1993.

2. Ce texte reprend des extraits de l'entretien de l'auteur, « Vatican II. La poussée à gauche de l'Église », publié dans *L'Histoire*, n° 411, mai 2015, www.histoire.presse.fr/mensuel/411, pp. 8-17, ainsi que des extraits de son article « Les chrétientés catholiques à l'épreuve des sixties et des seventies » dans Yvon Tranvouez (dir.), *La Décomposition des chrétientés occidentales 1950-2010*, Brest, CRBC-UBO, 2013, pp. 23-35.

Bien entendu, la JOC n'a pas été la seule à faire souffler un vent de gauche dans les milieux catholiques. Le Sillon de Marc Sangnier a précédé la naissance de la JOC. Et l'Action catholique – celle que l'on appellera plus tard *générale*, pour la distinguer de l'Action catholique *spécialisée* par milieux sociaux – a pu, dans des circonstances particulières, devenir une pépinière de militants laïcs avides de toutes sortes de libérations.

Prenons le cas de l'Italie. Vers la fin des années 1930, surtout à Rome, mais aussi à Turin et à Milan, certaines structures locales de l'Action catholique, rejointes par des étudiants libéraux, se transforment en organisations de la gauche radicale. Les noms adoptés par ces avant-gardes religieuses et politiques en disent long : *Movimento dei Lavoratori Cristiani*, *Sinistra Cristiana*, *Movimenti dei cattolici comunisti* ou *Partito Comunista Cristiana*³. Fortement enracinées localement, elles contribuent après 1943 à former une unité des maquisards forte d'un millier de combattants. En Italie centrale, celle-ci lutte contre ce qui reste du régime fasciste et contre son allié nazi.

Ce que j'appelle la première vague du catholicisme de gauche (des années 1930 aux années 1950) est toutefois surtout marqué par une hégémonie francophone. À travers la JOC, le Mouvement populaire des familles ou encore les prêtres-ouvriers, des années 1930 aux années 1950 et même jusqu'aux années 1960, les théologiens et les mouvements apostoliques français et belges occupent le devant de la scène. On peut presque parler de monopole. Et c'est à juste titre que, à Vatican II, Yves Congar et Marie-Dominique Chenu figurent parmi les théologiens réformateurs les plus célèbres.

L'évolution du catholicisme de gauche en Europe occidentale à partir des années 1950 impose en revanche de regarder du côté de l'Espagne. Vingt ans plus tôt, il y était quasiment inexistant. Même avant la victoire du très catholique Francisco Franco en 1939, il se résumait – j'exagère à peine – à un seul homme et une seule revue : José Bergamín et *Cruz y Raya*. Mais les conditions sociales et politiques nées de la victoire du franquisme accélèrent l'émergence précoce d'un catholicisme contestataire.

Le mouvement catholique qui a le plus contribué à cette évolution est la *Hermandad Obrera de Acción Católica* (HOAC), branche espagnole de l'Action catholique spécialisée pour le milieu ouvrier adulte. Elle avait été fondée par la hiérarchie espagnole en 1946, avec l'aval de Pie XII, pour encadrer une classe ouvrière affaiblie et désorganisée en raison de son soutien massif au gouvernement républicain lors de la guerre civile. Il s'agissait en somme de substituer à des cadres marxistes ou anarchistes une structure catholique sociale rassurante pour l'épiscopat conservateur. Sans véritable concurrente, la HOAC se développa assez vite. Mais, très rapidement, la réalité eut raison des principes : la situation dramatique des catégories populaires sous Franco fit évoluer les militants du mouvement.

3. Mouvement des travailleurs chrétiens, Gauche chrétienne, Mouvement des catholiques communistes, Parti communiste chrétien.

Les dirigeants de la HOAC prenaient leur rôle au sérieux : ils se sont réellement préoccupés des conditions de vie des ouvriers. Le journal de la HOAC, *¡Tú!*, a rapidement développé son audience grâce à ses reportages sur la vie ouvrière qui suscitaient la sympathie et l'intérêt des lecteurs. En avril 1951, l'épiscopat met les rédacteurs de *¡Tú!* – dont le volume de diffusion était alors de 45 000 exemplaires – en demeure de soumettre leur publication à la censure ou de cesser de la faire paraître. Ils choisissent de se saborder.

La contestation dut trouver d'autres canaux pour s'exprimer, mais la HOAC survit à cette crise. Pour résumer, on peut dire que, vers la fin des années 1950 et durant la première moitié des années 1960, l'organisation ouvrière catholique joue un rôle majeur dans la reprise, lente mais réelle, de toute une série de mouvements sociaux qui s'élèvent contre la dictature franquiste. Qu'il s'agisse du mouvement ouvrier ou étudiant, les militants de la gauche catholique ont alors une influence déterminante. À cette époque, la nouvelle gauche espagnole, qui est à la fois la moins connue et la plus influente de toutes les formations européennes comparables, est composée presque exclusivement de catholiques.

Entre 1966 et 1968, à l'encontre de l'esprit de Vatican II, la hiérarchie espagnole s'emploie à démanteler le catholicisme de gauche, alors que, au même moment, cette tendance progressiste a le vent en poupe dans d'autres pays d'Europe. En fait, par sa précocité, et aussi par son histoire singulière, le catholicisme de gauche en Espagne a bien peu en commun avec les préoccupations du concile Vatican II, auquel il ne doit rien. Il a en revanche fait office de modèle, ou du moins a servi de source d'inspiration au-delà des frontières espagnoles dans la période qui a suivi Vatican II.

Vatican II

Lorsque, le 25 janvier 1959, le pape annonce la tenue prochaine d'un concile, tout le monde ou presque est surpris. Si certains avaient eu connaissance des projets conciliaires de ses prédécesseurs, Pie XI et Pie XII, et savaient donc que l'idée était dans l'air du temps, rien ne leur permettait d'imaginer que ce nouveau pape « de transition » engagerait le chantier. Nombre de cardinaux ont d'ailleurs découvert cette initiative très personnelle de Jean XXIII en même temps que le public.

Jean XXIII n'était pas du tout connu comme un réformateur. Les cardinaux l'avaient d'ailleurs choisi parce que, après la fin du pontificat de Pie XII, marqué par un climat pesant, ils voulaient un temps de répit. Angelo Roncalli était issu d'une famille modeste ; ses parents étaient paysans dans la région de Bergame. Il avait fait carrière dans le corps diplomatique du Saint-Siège. En poste en Bulgarie, puis à Istanbul, il avait été nonce à Paris entre 1944 et 1953, à un moment où un important mouvement catholique de gauche existait en France. Il n'avait jamais encouragé ce mouvement, sans toutefois s'en faire l'adversaire. En 1953, il était devenu patriarche de Venise et avait été fait cardinal.

Alors, comment expliquer le mystère Jean XXIII ? La réponse est sans doute à chercher dans ce qu'Alberto Melloni met en avant dans sa biographie du pape : sa spiritualité puisée, tout au long de sa vie, dans une lecture assidue de la Bible⁴. Or les catholiques progressistes de la première vague du catholicisme réformateur, essentiellement francophones, avaient insisté sur l'idée d'un retour aux sources. Jean XXIII avait cela de commun avec eux.

Avant l'ouverture du concile le 11 octobre 1962, des précommissions furent mises en place. Elles travaillèrent sur des textes préparatoires pendant plus de deux ans et demi. Or, presque tous ces groupes, malgré les efforts de Jean XXIII pour atténuer l'influence des tendances les plus conservatrices, étaient dominés par des membres de la curie qui ne partageaient pas ses visées réformatrices.

Dans cette lutte interne dès la phase préparatoire, un événement fortement symbolique traduit, sinon l'orientation que le pape voulait donner au concile, du moins le souci d'ouverture qui l'animait. Il s'agit de la nomination par le souverain pontife d'Yves Congar comme conseiller de la commission théologique préparatoire du concile. Dans les années 1950, ce théologien progressiste français avait été relégué en marge de l'Église par Pie XII en raison de ses idées novatrices. Toujours dans cette optique d'ouverture préconciliaire, Jean XXIII adressa une lettre à tous les évêques et aux supérieurs des ordres et congrégations où il les invitait à indiquer les sujets qu'ils souhaitaient voir abordés durant le concile.

Les Pères conciliaires sont plus de 2 500 lors de l'ouverture du concile – chiffre jamais égalé dans l'histoire. Ce jour-là, Jean XXIII abandonne la tiare papale pour la mitre épiscopale. Il descend de la *sedia gestatoria*⁵ pour, simple évêque parmi ses pairs, pénétrer à pied dans la basilique Saint-Pierre, où des gradins ont été installés pour accueillir les sessions du concile. Quatre se succéderont, d'une durée de deux à trois mois chacune, chaque automne jusqu'au 8 décembre 1965. Pour la première fois, les Européens (les Italiens, notamment), quoique surreprésentés, n'y sont pas majoritaires : 500 évêques viennent d'Amérique latine, 400 d'Amérique du Nord, 400 d'Asie et 300 d'Afrique.

La plupart sont accompagnés d'un expert (*peritus*) qui a voix au chapitre mais ne peut bien sûr pas voter. C'est ainsi que Marie-Dominique Chenu participe à Vatican II en qualité de conseiller d'un évêque de Madagascar, Monseigneur Rolland, dont il a été le professeur de théologie dans les années 1930 au couvent dominicain du Saulchoir. Marie-Dominique Chenu avait été très proche du mouvement des prêtres-ouvriers et des autres militants du catholicisme de gauche dans les années 1940 et 1950 et, comme Congar, en avait payé le prix. Yves Congar est lui-même *peritus* de l'archevêque de Strasbourg. Quant au très

4. Alberto Melloni, *Papa Giovanni. Un cristiano e il suo concilio*, Turin, Einaudi, 2009.

5. La *sedia gestatoria* (littéralement « chaise à porteurs ») était un trône mobile sur lequel le pape était transporté lors des cérémonies publiques à Rome afin que les fidèles puissent le voir plus facilement.

progressiste Karl Rahner, le théologien allemand le plus célèbre à l'époque, il est présent à Rome comme conseiller de l'archevêque de Vienne.

Jean XXIII étant décédé en 1963, l'essentiel de Vatican II s'est déroulé sous le pontificat de son successeur, Paul VI. Le cardinal Giovanni Montini était connu comme une des seules personnalités du Vatican à avoir écouté les catholiques de gauche sous Pie XII. Même après les sanctions prises par les autorités catholiques à leur rencontre dans les années 1950, il avait continué à entretenir des relations avec certains d'entre eux, même si lui-même ne suivait pas nécessairement cette orientation. Paradoxalement, il s'est montré beaucoup plus diplomate que son prédécesseur. Il s'est toujours efforcé de satisfaire les différentes factions du concile, quand Jean XXIII penchait ouvertement en faveur des réformateurs qui, notamment en raison du poids du tiers-monde, étaient majoritaires. Paul VI était quant à lui un homme de compromis.

Deux éléments viennent à l'esprit lorsque l'on évoque le concile : d'abord l'ouverture vers les autres branches du christianisme à travers l'œcuménisme, et, plus largement, le dialogue avec les autres religions ; ensuite, la réforme liturgique, avec notamment la fin de la messe en latin. En réalité, la plupart des textes finaux de Vatican II soumis au vote en session plénière sont assez embrouillés, flous. Ils semblent dire une chose puis son contraire. Selon l'expression d'un historien allemand, ils procèdent d'un « pluralisme contradictoire⁶ » résultant de compromis entre les différentes forces en présence. Ils n'expriment pas de révolution évidente.

On peut tout de même citer une exception : *Gaudium et Spes*, la constitution pastorale « sur l'Église dans le monde de ce temps ». Et pour cause : elle n'avait pas été prévue par les commissions préparatoires, largement investies, on l'a dit, par les forces conservatrices de la curie. Elle n'avait donc pas à concilier des points de vue divergents. Par ce texte, considéré comme le plus important du concile, l'Église exprime officiellement son engagement dans le monde aux côtés des pauvres en des termes très clairs, et qui peuvent surprendre. Il est dit par exemple que les ouvriers doivent être associés à la gestion de leur entreprise ! La constitution justifie également dans les pays du tiers-monde l'appropriation par les ouvriers agricoles des domaines des grands propriétaires terriens, s'il est avéré que ces derniers réduisent les paysans à l'extrême pauvreté et à la faim !

La constitution dogmatique *Lumen Gentium* est l'autre grand document de Vatican II. Portant sur l'ecclésiologie, elle s'attache notamment à redéfinir la hiérarchie dans l'Église. Depuis la réforme grégorienne à la fin du XI^e siècle, l'institution dominante était la papauté, et le pouvoir des évêques n'avait cessé de reculer. *Lumen Gentium* redonne un rôle central à ces derniers et rétablit leur assemblée, le synode. Le texte prévoit également – même

6. Otto Hermann Pesch, *op. cit.*

s'il devient moins clair ici – un rôle pour le « peuple de Dieu » dans l'Église – donc pour les laïcs.

L'esprit de Vatican II

On l'a dit, l'écrasante majorité des documents produits par le concile sont ambigus, contradictoires. Ils prêtent donc à interprétation et permettent une lecture assez libre, sujette à toutes les contradictions. L'esprit du concile tient néanmoins dans cette idée centrale de l'engagement de l'Église dans le monde. Point tout aussi important, Vatican II a été l'occasion d'une extraordinaire libération de la parole, vécue par les progressistes comme un permis d'innover. L'effervescence régnait dans les rues et les cafés de Rome durant tout le concile. La ville était le théâtre d'une sorte de « Vatican *off* » où les idées circulaient, où journalistes, théologiens, prêtres et laïcs venus du monde entier, mais aussi évêques sortant des délibérations, échangeaient très librement. Rome était, en ces années-là, *the place to be*.

Dans ces conditions, Vatican II a joué le rôle de stimulant pour une nouvelle vague catholique de gauche bien plus forte que la précédente – l'expérience emblématique des prêtres-ouvriers nous étant aujourd'hui la plus connue. Après le concile, Karl Rahner, Yves Congar, Marie-Dominique Chenu et d'autres théologiens novateurs ont ouvert des perspectives encore plus audacieuses. Ils s'emparent notamment de l'idée de messianisme utopique et revisitent le thème du « royaume de Dieu ». Pour eux, il ne s'agit plus simplement de la promesse d'une vie radieuse après la mort – qui légitimerait l'immobilisme dans ce monde. C'est quelque chose que l'on doit préparer activement *hic et nunc*, même s'ils n'en précisent pas véritablement le contenu.

La figure centrale de cette théologie progressiste postconciliaire est un Allemand qui, trop jeune pour que l'on fasse appel à lui comme *peritus*, n'a pas participé à Vatican II. Johann Baptist Metz avait étudié auprès de Karl Rahner mais, surtout, lisait assidûment le philosophe allemand marxiste (et athée) Ernst Bloch. Professeur à l'université de Münster, Metz redéfinit la théologie politique en mariant en quelque sorte marxisme et messianisme. À la fin des années 1960 et au début des années 1970, il influence fortement toute une génération de séminaristes, notamment latino-américains et espagnols, qui suivent son enseignement.

Les courants du catholicisme de gauche en Europe occidentale

Vatican II permet le redéploiement de l'expérience des prêtres-ouvriers. La première manifestation, interrompue par Pie XII au milieu des années 1950, n'avait guère concerné que la France, où ces prêtres-ouvriers étaient une centaine, et la Belgique, où l'on en

comptait huit. Dans la décennie ouverte par le concile, le phénomène se répand dans toute l'Europe et l'on n'en recense pas moins de deux mille rien que dans l'Hexagone, trois cent cinquante en Italie... Ensuite – et c'est là une nouveauté par rapport à la première vague du catholicisme de gauche –, des associations de prêtres contestataires se constituent, initialement autour de la question de l'obligation du célibat, qu'ils espèrent voir supprimée. Mais ils se muent assez rapidement en « prêtres rouges ». En France, ils se rassemblent dans Échanges et Dialogue, un mouvement nommé d'après sa revue. En réalité, ce courant, et ses homologues dans les autres pays, ne touchent qu'une petite minorité, jamais plus de 1 à 3 % du clergé quel que soit le pays. Les Pays-Bas représentent à cet égard une exception notable. Dans ce pays, le mouvement Septuagint, animé par une équipe dynamique, parvient à regrouper 25 % du clergé hollandais !

Les bouleversements dans le monde catholique dans les années autour de 1968 ne viennent donc pas nécessairement de France, contrairement à l'époque des années 1950. Comme le montre l'exemple des prêtres contestataire, les Pays-Bas jouent un rôle essentiel. Avec le soutien au moins indirect de la hiérarchie locale, l'Église catholique hollandaise devient un laboratoire expérimental sans équivalent ailleurs. Des innovations liturgiques, de nouvelles relations entre clergé et laïcat, un catéchisme rénové, tout cela voit le jour dans ce pays trop souvent identifié à sa religion calviniste dominante.

De même, on oublie trop souvent ce véritable foyer du radicalisme catholique que fut l'Italie à cette époque. Si l'Espagne a été pionnière bien avant le concile, lors de la deuxième vague du catholicisme de gauche, si les Pays-Bas ont sans doute représenté l'expression la plus concentrée de cette mouvance, l'Italie a vécu de 1965 à 1975 des luttes et des expériences singulières, que l'on peut considérer comme l'anticipation d'un catholicisme authentiquement populaire et attentif aux « signes du temps ».

À partir du milieu des années 1960, quelques communautés de base ont vu le jour en Italie, qui sont bientôt devenues toute une vague, du nord au sud de la péninsule. D'abord centrés sur des préoccupations spirituelles, autour d'une relecture de la Bible et d'autres textes fondamentaux, ces groupes sont très vite passés à l'action en faveur des catégories sociales défavorisées. Du caritatif au politique, leur évolution a été rapide. L'aide aux pauvres s'est muée en demande de réformes sociales, voire en exigence de mesures révolutionnaires. À partir de 1968, ces *gruppi spontanei*, comme ils se baptisaient à cette époque, se sont organisés en réseaux nationaux extrêmement vivants.

À partir de septembre 1968, une de ces communautés de base, la *Comunità dell'Isolotto* de Florence – probablement la plus connue –, entre dans une période d'affrontements prolongés avec son archevêque conservateur Ermenegildo Florit. Cette situation a fini par faire des contestataires de l'*Isolotto* un groupe aussi emblématique que les grévistes de Lip à Besançon quelques années plus tard. Pour les milieux militants, catholiques ou

laïques de l'Europe entière, la *Comunità dell'Isolotto* symbolisait par excellence le refus du paradigme dominant et la nécessité de vivre l'utopie du futur dans les luttes du moment.

La réaction

Vers le début des années 1970, les militants catholiques de gauche ne sont plus aussi assurés d'avancer dans le bon sens de l'histoire. Ils constatent que la hiérarchie ne les suit plus, si tant est qu'elle les ait vraiment suivis un jour. Que s'est-il donc passé entre 1968 et la première moitié des années 1970 ? L'euphorie conciliaire a fait place aux désillusions et les contestataires ont pris leurs distances avec l'Église officielle. Mais pourquoi ?

Il faut d'abord remarquer que ce cycle qui mène de l'optimisme au réalisme puis à la déconvenue est difficile à cadrer chronologiquement. Déjà en 1965, en France, la Jeunesse étudiante chrétienne (JEC) a été sévèrement rappelée à l'ordre, et la majorité de ses membres ont préféré démissionner plutôt qu'obtempérer. Et la situation est bien plus dramatique en Espagne et au Portugal, où les prêtres et les militants catholiques engagés subissent une répression de la part des autorités civiles avec la bénédiction de la hiérarchie locale. Il faut préciser encore une fois que l'épiscopat espagnol s'est employé à démanteler l'Action catholique spécialisée entre 1966 et 1968, mettant fin à l'expression la plus spectaculaire du catholicisme de gauche en Europe de l'Ouest avant 1968. Dans certains pays, la répression contre la gauche catholique a donc commencé assez tôt.

Par la suite, certaines actions menées par l'avant-garde catholique de gauche à partir de l'année 1968 ont conduit la hiérarchie à réaliser que la dynamique née de Vatican II devenait incontrôlable. D'ailleurs, même dans la période précédente, l'épiscopat a sans doute eu plus de suiveurs que de partisans convaincus de *l'aggiornamento*⁷. Les initiatives menées par les éléments les plus politisés de la gauche catholique ont contribué à faire déchanter un nombre croissant de responsables ecclésiastiques qui, au début, voyaient plutôt d'un bon œil le vent nouveau soulevé au lendemain du concile. L'occupation de la cathédrale de Parme en septembre 1968, grand événement dans l'histoire du catholicisme de gauche italien, n'est pas le seul incident provoqué par une contestation visant des symboles exemplaires de l'institution catholique. De telles invasions d'espaces sacrés, ou des mises en cause publiques se produisent également à Trente, à Paris, à Tübingen et dans un certain nombre d'autres villes en Europe. La radicalisation des extrémistes à partir de 1968 a pour effet de consolider le camp des conservateurs au sein de l'épiscopat, et d'éloigner certains éléments modérés qui s'étaient jusque-là montrés plutôt favorables au changement.

7. *Aggiornamento* est un terme italien signifiant littéralement « mise à jour ». Il fut utilisé à la fois par les évêques et les médias durant le concile Vatican II (1962-1965) pour désigner une volonté de changement, d'ouverture et de modernité. On a coutume de l'attribuer au pape Jean XXIII.

Attaqués de tous côtés, les membres de la hiérarchie qui sympathisent avec ces rebelles se retrouvent dans l'embarras. Ils ne peuvent accepter des actes aussi provocateurs que les mariages de prêtres – parfois avec des religieuses – célébrés publiquement par un prêtre, en présence de nombreux laïcs enthousiastes et de représentants de la presse locale et régionale, journalistes et photographes. Le développement d'un troisième groupe de catholiques, entre contestataires et conservateurs, est symbolisé par le rapprochement des théologiens qui, durant le concile, étaient aux côtés des innovateurs, mais se refusent désormais à suivre les plus radicaux. Ces modérés se regroupent autour de Jean Daniélou ou de Henri de Lubac, tandis qu'Edward Schillebeeckx, Karl Rahner, Yves Congar, José Maria González Ruíz ou Johann Baptist Metz restent fidèles à la revue *Concilium*⁸.

Quelques années plus tard, en juin 1972, Paul VI déclare que « la fumée de Satan » est visible dans l'Église. Avec ce terme, Paul VI voulait désigner l'atmosphère de contestation introduite par les courants les plus radicaux dans l'Église catholique, et cette désignation peu flatteuse servait comme justification à toute sorte de répressions contre le catholicisme de gauche. La rupture entre le Vatican et ses enfants terribles est consommée. Ce divorce entre le sommet et la base a conduit à un affaiblissement du catholicisme de gauche à partir du milieu des années 1970 et, in fine, à son effacement progressif. De nombreux militants se sont repliés sur la sphère privée. Ceux qui continuent de lutter rejoignent des organisations et partis de gauche plus traditionnels. Néanmoins, le catholicisme de gauche survit aujourd'hui, quoique dans des proportions assez modestes. Peut-être le pontificat du pape François lui insufflera-t-il une nouvelle énergie ?

8. *Concilium* est une revue internationale de théologie catholique créée en 1965 à la suite du concile Vatican II, et qui paraît cinq fois par an. Elle se situe dans la lignée de la Nouvelle Théologie, courant de pensée apparu avant même les années 1950 et prônant un retour aux sources du christianisme. Au début, *Concilium* rassemblait toute la mouvance des théologiens tenants de l'esprit de Vatican II. Mais, à partir de 1968, les plus modérés commencèrent à prendre leurs distances, jusqu'à créer en 1972 une revue concurrente, *Communio*, qui existe encore aujourd'hui et connaît une bien meilleure diffusion que *Concilium*.